

entend conserver ses privilèges par le maintien de la société bourgeoise, et le prolétariat qui combat pour l'instauration de la société communiste. La lutte se livre donc entre deux formes de sociétés radicalement opposées et non entre deux classes luttant dans le cadre exclusif limité par leurs intérêts économiques spécifiques. Les deux classes fondamentales antagonistes de la société actuelle ne se disputent pas un organe de domination (l'Etat), parce qu'une fois conquis il permettra à la classe victorieuse d'imposer violemment sa souveraineté (dans sa signification de seule expansion illimitée de ses besoins économiques particuliers), mais la bataille se mène sur un front bien plus large : la construction d'une nouvelle société ou le maintien de l'ancienne. L'expérience de la domination capitaliste est d'ailleurs la meilleure confirmation de cette affirmation. Sa société ne résulte pas d'une simple coordination des multiples intérêts économiques des composants de sa classe, mais d'une coordination qui embrasse toute la société et qui oblige des éléments de la classe exploiteuse dominante, à réfréner l'expansion de leurs intérêts contingents en vue de la survivance de la société dans son ensemble. Les interventions de l'Etat dans le domaine économique qui, actuellement, se font jour dans tous les grands Etats impérialistes, ont précisément pour but de sauvegarder la société capitaliste toute entière en contrôlant — pour la discipliner — la liberté d'action économique de certains groupes — et non des moindres — du capitalisme.

Dans cette lutte impitoyable autour du maintien ou de la fondation d'une nouvelle société, les formations intermédiaires, que nous avons appelées des **formations de classe** dans le premier chapitre, en opposition avec l'appellation de classe, sont inévitablement balayées soit par leur adjonction au capitalisme, auquel aucun intérêt réel ne les relie, soit par le prolétariat victorieux qui peut, seul, leur assurer une existence meilleure : celle du salarié ayant ses intérêts garantis par l'Etat. Par contre, la faillite momentanée du prolétariat à réaliser sa mission historique, ce qui caractérise la situation actuelle, correspondra inévitablement à son incapacité de défendre même ses intérêts économiques limités. Cela prouve que le prolétariat, lui aussi, peut défendre victorieusement ses intérêts économiques seulement à la condition d'être suffisamment capable de lutter pour la fondation de la société communiste, de mobiliser, pour cette forme, toutes les couches exploitées de la société capitaliste.

Dans le chapitre déjà cité, nous nous sommes également efforcés d'établir des prémisses qui prouvent que l'on peut parler de « classe » là, et seulement là, où existe la possibilité historique, pour une formation de classe, d'identifier son évolution, ses intérêts économiques et sociaux avec le développement de la société elle-même. L'Etat qui surgit dans ce milieu historique, comme expression de cette identité, est et reste évidemment « l'Etat de la classe la plus puissante, la classe économiquement dominante qui, grâce à lui, (c'est-à-dire de l'Etat) devient également la classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens d'opprimer et d'exploiter la classe dominée ». (Engels).

Il est certain que l'énonciation sèche et sommaire de la formule d'Engels : « l'Etat est l'organe d'une classe » semblerait conduire, à l'heure actuelle, à des énigmes, pour la Russie Soviétique d'une part, et les Etats fascistes de l'autre. On pourrait facilement, à ce sujet, argumenter de la sorte : ou bien l'Etat Russe est l'Etat de la classe prolétarienne et puisque son activité intérieure et extérieure rompt avec les bases élémentaires de la lutte révolutionnaire : la construction d'une société sans classe et sans Etat, la théorie de la mission historique du prolétariat, se trouve être détruite ; ou bien l'Etat russe n'est pas un Etat ouvrier, et, dans ce cas, la théorie marxiste de la classe, en tant que formation sociale s'appropriant les moyens de production et instituant, pour leur conservation, l'organe de sa domination : l'Etat, serait à son tour démentie.

L'on pourrait raisonner de même pour les Etats fascistes : ou ce sont des Etats capitalistes et alors l'opposition que leur font des forces sociales et politiques nettement contre-révolutionnaires, telles la social-démocratie et même les droites libérales, devient incompréhensible ; ou bien encore, la théorie marxiste qui nous permet de parler de capitalisme après un examen de la forme en cours de la propriété privée, doit, elle aussi, être révisée dans ses fondements.

Néanmoins, nous pensons que la définition : « l'Etat est l'organe d'une classe » garde encore toute sa signification historique. Dans le premier chapitre de cette étude (nous nous excusons auprès de nos lecteurs de devoir y revenir si fréquemment), nous avons indiqué que, non seulement la classe est une notion inséparable de la forme d'organisation sociale vers laquelle elle tend, et que l'évolution des forces productives lui permet de réaliser ; mais aussi que la classe est une notion mondiale rattachant aux intérêts de sa conservation et à celle de la société où elle règne, tous les phénomènes qui se produisent, même dans les pays où elle est loin d'avoir triomphé, et, enfin, même là où elle a été écrasée par son ennemi, le prolétariat.

Ces prémisses doivent être constamment considérées afin de ne pas nous égarer dans les dédales propres aux situations actuelles. D'ailleurs, c'est sur une telle base que toutes les écoles historiques (et non seulement la marxiste) opèrent la classification entre les différentes périodes : barbarie, antiquité, moyen-âge, capitalisme, prolétariat en stades où la société ne connaît pas encore de classes, où elle se concentre dans la domination des propriétaires d'esclaves, dans celle des seigneurs féodaux et des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, et, enfin, de la classe prolétarienne. Ainsi, toute cette immense multiplicité de phénomènes historiques qui illustrent l'ascension de l'humanité entière pendant des millénaires, peut se résumer dans l'idée maîtresse de la classe dominante au point de vue historique, et qui va faire refluer autour d'elle toutes les manifestations de la vie sociale, et cela sur l'échelle mondiale.

Envisagée ainsi, l'idée fondamentale que l'Etat reste l'instrument d'une classe ne souffrira aucun démenti. Et lorsque nous aurons précisé les positions, le chemin que l'Etat prolétarien doit adopter et parcourir pour ne pas déroger à sa fonction, à son but, il nous sera possible de déduire des expériences de l'après-guerre, les éléments permettant la reprise de la lutte révolutionnaire et, au-delà de toute confusion, il nous sera possible de comprendre pourquoi la doctrine marxiste conserve sa valeur inaltérable.

* * *

La dernière phase de la barbarie (Morgan et Engels divisent la phase de la barbarie en trois périodes dont la dernière connaît une extension de l'échange, l'introduction de la monnaie et, enfin, la désagrégation des liens consanguins incompatibles avec une économie monétaire) pourrait, à première vue, infirmer l'idée que l'Etat est l'instrument d'une classe. En effet, à cette époque, la constitution gentilice (1) ne coïncide pas encore avec l'existence d'une classe exploiteuse, bien qu'une réglementation de la vie sociale soit déjà établie, qu'une certaine hiérarchie des fonctions existe au sein de la gens, et qu'il y ait une continuité manifeste dans l'attribution des fonctions occupées par les membres de celle-ci. Ainsi, les fonctions militaires (le Basileüs chez les Grecs), de direction, de travail (2) étaient attribuées d'abord par voie démocratique, ensuite transmises héréditairement aux éléments qui se trouvaient soit dans la gens, soit dans les familles de la gens. Engels, à qui nous nous rapportons, remarque qu'avant cette époque, il s'était déjà effectué une évolution de la constitution gentilice, son passage du droit maternel au droit paternel — enfin sa dissociation et la constitution de collectivités de familles où certaines d'entre elles concentrent bientôt, grâce à l'accroissement des richesses matérielles, un pouvoir de plus en plus étendu.

Afin de démontrer pour quelles raisons la constitution gentilice ne put enfanter un appareil étatique, même rudimentaire, et afin de démontrer que ce dernier

(1). — Constitution gentilice : basée sur la gens, c'est-à-dire sur des groupes consanguins se réclamant d'une descendance commune et formant une tribu à forme de vie communiste.

(2). — « Toute fonction chez les barbares tend à s'immobiliser dans une même famille : on est tissand, forgeron, magicien ou prêtre de père en fils : de cette manière naissent les castes. Le chef chargé du maintien de l'ordre intérieur et de la défense extérieure était choisi parmi tous les habitants ; mais peu à peu on prit l'habitude de l'élire dans la même famille qui finit par désigner elle-même le chef de la communauté sans qu'on passât à la formalité de l'élection. » (Lafargue : « Origines de la propriété ».)